

STÉPHANE GOBEIL

# UN GOUVER NEMENT DE TR(🍁)P

PRÉFACE DE JEAN-FRANÇOIS LISÉE

vib éditeur

Stéphane Gobeil

# Un gouvernement de trop

v1b éditeur

# Préface

## *La chasse à la pieuvre est ouverte*

Plus tôt cette année, juste avant le dépôt du budget du Québec, le *Journal de Montréal* et son cousin de Québec ont publié une magnifique carte couleur de la « pieuvre » que représentent les dépenses de l'État québécois. Impressionnant.

Quelques semaines plus tard, au moment du dépôt du budget fédéral... rien. Pourtant, Ottawa happe dans les poches des Québécois presque autant d'argent que Québec. L'organigramme des deux paliers de dépenses aurait permis, si on en avait fait une belle affiche dépliant, de mettre en perspective les deux pieuvres étatiques: la maman fédérale et le petit frère québécois.

D'où vient cette réticence à mettre autant d'énergie – journalistique, politique, citoyenne – pour scruter les dépenses du gouvernement canadien que pour dépouiller celles du gouvernement québécois? L'anecdote suivante donne un début de réponse.

En 1998, les résidents des environs de Mirabel, opposés au transfert des vols internationaux vers Dorval et inquiets de l'avenir économique de leur région, voulaient manifester leur colère. Ils ont donc pris d'assaut et occupé le bureau d'un ministre du gouvernement québécois.

Arrivé sur les lieux, le ministre s'est déclaré très réceptif aux demandes des Mirabelois et des Mirabeloises, mais leur a fait comprendre que Québec n'a pas la moindre compétence en matière aéroportuaire. « Pourquoi n'allez-vous pas occuper le bureau d'un ministre fédéral? », leur a-t-il demandé. « On a essayé, mais ils ne veulent pas nous recevoir », ont répondu les organisateurs, qui n'avaient pas jugé utile de s'infliger un voyage à Ottawa pour tenter vainement d'y occuper les locaux des véritables responsables.

Le gouvernement Québécois est « notre » gouvernement. Lorsqu'on lui parle, il répond. Parfois bien, parfois mal. Mais il sent notre présence

et on sent la sienne. On peut critiquer sa taille et sa bureaucratie, mais on a une bonne idée de son fonctionnement. Et puis, c'est pratique, il est établi chez nous.

Le gouvernement fédéral est « notre autre » gouvernement. Souvent – de plus en plus souvent –, lorsqu'on lui parle, il ne nous répond pas. On le sait présent, mais on n'a qu'une idée vague son fonctionnement, et surtout de toutes ces « patentes » qui ne font rien chez nous, ou si peu : la Commission canadienne du blé, l'Administration de pilotage du Pacifique Canada, le Service Canadien du renseignement de sécurité...

On se doute bien qu'il se dépense plus d'argent lors des déplacements de sous-ministres fédéraux que lorsqu'un commissaire scolaire ose acheter à nos frais une bouteille de vin. (Ne se doutent-ils pas que ce sera dans le journal ? Ils sont idiots, ou quoi ?)

Mais voilà, les sous-ministres fédéraux nous paraissent être, depuis le bas de la côte d'où nous les apercevons, des gens fort importants. Est-il bien nécessaire de se pencher sur leur train de vie ? Est-il même bien-séant de comparer leurs émoluments à ceux de nos propres sous-ministres ?

Les bureaucraties provinciales bruissent de ces histoires de troisièmes sous-ministres adjoints acceptant une « promotion » au plein poste de sous-ministre dans une province, pour se rendre compte en arrivant qu'ils n'ont qu'une seule secrétaire, pas de chauffeur, et qu'ils doivent répondre eux-mêmes à leur courrier. Croyant monter, ils tombent de haut. Il tombe d'Ottawa.

Tout le monde conçoit, bien sûr, que la bureaucratie québécoise pourrait être plus efficace. Elle mérite toute l'attention qu'on lui porte – et, à mon avis, un peu plus de respect.

Mais si nos « coupeurs de gras » avaient le sens des priorités, ils s'attaqueraient au monstre mangeur de revenus qu'est devenu, sous nos yeux mais sans subir notre réprobation, le gouvernement fédéral.

Le livre que vous avez en mains est capital. Et il l'est à deux titres.

D'abord, il réoriente de façon salutaire l'examen qu'on doit faire de nos impôts et de l'usage qu'on en fait. Pour l'instant, tout se passe comme si nos spécialistes de la liposuction fiscale ne s'intéressaient qu'au côté Québec de notre corps budgétaire. Stéphane Gobeil nous fait découvrir que notre côté Canada est considérablement plus replet.

La simple progression des dépenses fédérales bureaucratiques en matière de santé, pour des programmes de première ligne pourtant limités aux autochtones ou aux vétérans, laisse bouche bée. Et donne du crédit à la vieille histoire du nouveau ministre fédéral de la Santé rencontrant ses fonctionnaires et en voyant un, prostré à son bureau, en larmes.

« Brave homme, lui dit le ministre, pourquoi une telle peine ? »

« Rendez-vous compte, lui répond le fonctionnaire, mon seul patient est mort ! »

Au fil des pages, on reste pantois non pas devant l'augmentation du prix des services offerts par Ottawa, mais devant celle, démesurée, de la bureaucratie fédérale chargée de ces services. Saviez-vous que les coûts de la bureaucratie de la sécurité ont augmenté en 12 ans de 450 % ? On arrive à ce chiffre en excluant les agents de douanes, de la GRC et des services secrets et le coût des prisons.

L'autre contribution de Stéphane Gobeil est plus importante encore. Il aborde de front la question à huit milliards – la somme brute de péréquation reçue par le Québec en 2010. (Oui, car il y a une somme nette, mais je laisse l'auteur vous expliquer tout ça.)

Il y a mille raisons de vouloir faire du Québec un pays souverain. Ces raisons sont d'abord de nature identitaire, culturelle, politique.

Mais sur le chemin de cette décision qui tient d'abord du cœur, la question du portefeuille se pose. Depuis la première mouture du projet de René Lévesque – lorsque le jeune député Robert Bourassa travaillait sur les portions économiques du futur manifeste Option Québec – jusqu'au fameux Budget de l'an I défendu par Jacques Parizeau et la mise à jour produite par François Legault avant qu'il ne perde sa boussole nationale, la question des profits et des pertes qu'encourrait le Québec en sortant du Canada se pose avec une légitime acuité et une grande régularité.

Je me souviens que, conseiller politique de Jacques Parizeau, j'assistais derrière un miroir sans tain aux réunions de groupes tests d'indécis, avant le référendum. « Quelqu'un de neutre pourrait-il simplement nous donner le prix ? » entendait-on à répétition. Le prix. Le prix de la souveraineté.

La demande était si enracinée que je me dis un jour que la réponse importait finalement assez peu. On aurait pu décider de placarder le Québec d'affiches affirmant : « La Souveraineté : 199,99 \$ par personne! (pour un temps limité) » et satisfaire ainsi un besoin atavique où se confondent l'émotion et la comptabilité.

Depuis 1995, les Québécois ont cheminé. Ils s'y connaissent mieux en économie. Avec la crise de 2008, ils ont pu constater qu'ailleurs – en Europe, aux États-Unis et même en Ontario – des peuples qu'ils croyaient plus rompus aux lois du marché s'en tirent moins bien qu'eux.

Et, c'est singulier, on voit même que, malgré le catastrophisme distillé par plusieurs porte-voix influents, une majorité de Québécois (55 %) estiment qu'un Québec indépendant aurait fait aussi bien (41 %), ou mieux (14 %), durant la crise économique qu'un Québec simple province canadienne. C'est la réponse donnée aux questions d'un sondage CROP réalisé en juin 2009 par nos amis de l'Idée Fédérale.

Cette montée de l'« estime de soi économique » des Québécois est LA donnée économique la plus importante lorsqu'on avise, à l'horizon, la nature du débat de chiffres qui reprendrait lors d'un nouveau rendez-vous référendaire sur l'indépendance.

Deux grands volets de ce débat économique viendront conforter ou éroder cette nouvelle confiance en soi.

Le premier volet porte sur les prédictions qu'on peut faire des coûts de transition qu'un Québec nouvellement souverain devrait assumer et des gains de cohérence et d'efficacité que le nouvel État ferait grâce à son autonomie. (Rappelons-nous que l'ancien et estimé Conseil économique du Canada fut démantelé par Brian Mulroney au début des années 1990 pour avoir eu le culot de conclure que ces deux éléments – coûts de transition versus gains d'efficacité – s'équilibreraient.)

On peut d'ores et déjà prévoir les arguments à venir, de part et d'autre. L'économiste Pierre Fortin avait un jour constaté qu'il y avait une parfaite corrélation entre les prédictions de chute (ou d'augmentation) d'activité économique d'un Québec souverain et la tendance pro-fédéraliste (ou pro-souverainiste) de l'économiste qui faisait le calcul.

Le deuxième grand volet du débat porte sur les coûts supplémentaires que devrait assumer un État, le Québec, soudainement chargé de

nouvelles responsabilités (comme la défense) et sur les économies résultant de son retrait de l'actuelle bureaucratie fédérale.

Stéphane Gobeil fait avec ce livre une contribution essentielle à cet aspect du débat. Toutes les interventions qui suivront – y compris contradictoires – devront être à la hauteur du travail de mise en lumière qu'il a accompli.

Ayant épluché ligne par ligne, non pas le budget, mais les livres des crédits, donc les dépenses réelles effectuées par chaque tentacule de la gigantesque pieuvre bureaucratique fédérale, Stéphane a dégagé les dépenses indispensables que le futur État québécois devait retenir pour ses propres activités, puis, en comptant large, a laissé à ce futur État une marge de manœuvre dans plusieurs secteurs (comme la culture, bien sûr, et l'aide internationale, aussi).

Mais il a retranché dans son calcul, comme il se doit, tout ce que le Canada fait et qui ne nous concerne pas (et dont nous finançons le cinquième); tout ce que le Canada fait en dédoublant nos propres activités; tout ce que le Canada fait en Cadillac et que nous faisons en coupé sport.

Les sommes économisées par un futur Québec souverain sont proprement colossales. Et encore, il se trouvera sans aucun doute plusieurs critiques qui accuseront l'auteur de ne pas avoir coupé suffisamment, d'avoir rapatrié trop de budgets, trop de programmes dont on pourrait se passer après tout.

Chacun de ces reproches ne fera qu'attester du potentiel d'économies supplémentaires à la portée d'un Québec souverain, et illustrer combien il serait plus simple d'avoir ces débats chez nous, avec ce gouvernement qu'on connaît et qu'on châtie d'autant plus sévèrement qu'au fond, on l'aime bien.

Les chasseurs de pieuvres bureaucratiques trouveront dans ces pages une proie à leur mesure, et les souverainistes trouveront une base argumentaire comme ils en ont rarement eue.

S'ils décident de faire cause commune, ça commencera à faire du monde. Beaucoup de monde.

Jean-François Lisée, avril 2012

## Avant-propos

L'analyse des comptes publics est une tradition qui se perd. Le rythme auquel s'effectue aujourd'hui le travail parlementaire, les innombrables sources et les cycles accélérés de la nouvelle en ont fait un art suranné, presque un artefact de l'histoire politique. Car il faut du temps, beaucoup de temps, pour dépouiller ces immenses livres de comptes ligne par ligne, si bien qu'on a délaissé ce vénérable exercice. C'est regrettable, car voilà bien une source dénuée de tout artifice politique. Ces colonnes de chiffres, aussi arides soient-elles, donnent un portrait précis de ce que font les gouvernements.

C'est après 12 ans passés au Bloc Québécois, d'abord comme chercheur, puis comme directeur du service de recherche et enfin comme conseiller, que je me suis plongé avec un certain délice dans l'analyse des Comptes publics du Canada 2010. J'ai pu le faire parce qu'à cette période de ma vie, je disposais d'un bien très précieux : du temps libre.

Cet ouvrage est le fruit d'un long travail solitaire, mais il n'aurait pu voir le jour sans les conseils avisés de mes premiers lecteurs. J'ai envoyé un manuscrit à ces trois personnes – qui se reconnaîtront – envers qui j'ai un très un grand respect. Ce sont elles qui m'ont pressé de le faire publier ; je tiens ici à les en remercier chaleureusement. Je salue également mon éditeur, Alain-Nicolas Renaud. Sa précision et sa rigueur ont transformé ce texte.

Enfin, rien de tout cela n'aurait été possible sans la compréhension du SMACC Club, les quatre femmes de ma vie : mon Adorée, ma Chérie, mon Amour et mon Trésor.

# Introduction

J'ai travaillé à Ottawa de 1998 à 2009, à la Chambre des communes, le cœur même de l'appareil politique fédéral. J'ai vu à l'œuvre trois premiers ministres du Canada et une longue liste de chefs de l'Opposition officielle.

J'ai été partie prenante des débats sur la guerre du Kosovo, les suites des attentats du 11 septembre 2001, l'entrée en guerre en Afghanistan, le déclenchement de la guerre en Irak. J'ai tenté de poser ma pierre pour limiter les dégâts causés par les crises économiques, de l'éclatement de la bulle technologique à la grande récession de 2008, sans oublier les « crises tranquilles », comme celle de l'industrie forestière, qui font des dommages moins spectaculaires, mais irréparables.

J'ai aussi été témoin de nombreux épisodes de gaspillage, de scandales de mauvaise gestion, de corruption, de la genèse et de l'éclatement du scandale des commandites. Déjà en 1998, je savais qui était Chuck Guité, je connaissais les firmes de communication qui allaient être lourdement impliquées dans l'affaire. L'odeur de la magouille libérale se propageait à cent lieues à la ronde.

Tout cela a été excitant, passionnant, impressionnant. Mais ce qui m'a le plus frappé, ce que je veux partager avec mes concitoyens, c'est le gonflement de l'énorme bureaucratie fédérale, un phénomène qui s'est produit dans l'indifférence générale. Je n'en reviens toujours pas.

En 2003, l'ancien président du Conseil du trésor du Québec, Jacques Léonard, et moi avons entrepris d'examiner l'ensemble des programmes fédéraux en scrutant à la loupe les Comptes publics du Canada. M. Léonard a été littéralement soufflé par ce qu'il a découvert. Il m'a regardé avec ses yeux noirs brillants d'indignation et il a lancé: « Les maudits fédéraux, ils se payent la traite avec notre argent! » Il y avait de quoi se fâcher. À peine cinq ans plus tôt, c'est lui qui avait eu la tâche douloureuse de serrer la ceinture à ses collègues ministres du cabinet de Lucien Bouchard, qui visait le déficit zéro.

À l'arrivée de Stephen Harper au pouvoir, bien des gens ont cru que la fin de la récréation était arrivée pour la bureaucratie fédérale. Comment aurait-il pu en être autrement avec ce premier ministre conservateur, cofondateur du Parti réformiste, qui avait passé toute sa carrière à combattre l'État fédéral?

En fait, rien n'a changé. Le gonflement des dépenses se poursuit à un rythme plus effréné que jamais. Dans les 12 ans qui ont suivi mon arrivée à Ottawa, la masse salariale de l'appareil d'État canadien s'est alourdie de près de 20 milliards de dollars. On parle ici d'une augmentation de 108 % de la masse salariale, qui atteint maintenant plus de 37 milliards de dollars par année. Incroyable mais vrai : 42 000 employés fédéraux gagnent plus de 100 000 dollars par année.

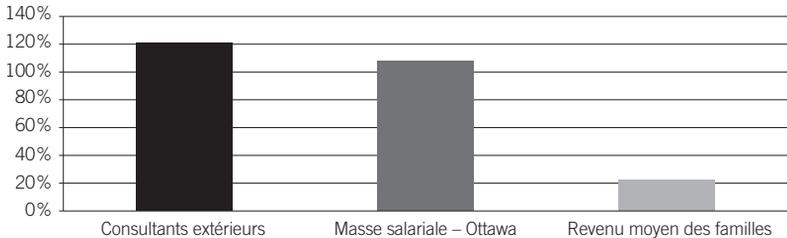
Avec un tel gonflement, nous pourrions croire qu'Ottawa aurait moins recours à des consultants extérieurs. Ce serait mal connaître la bête : c'est tout le contraire qui s'est produit. Sur la même période, les dépenses en « services professionnels et spéciaux » ont requis 5 milliards de dollars de plus, une augmentation de 121 %.

Comment expliquer une telle explosion salariale? Est-ce que le gouvernement fédéral a de nouvelles responsabilités? Pas que je sache. Est-ce que la population canadienne a tellement augmenté? Non plus. Les Québécois et les Canadiens sont-ils devenus si riches en 12 ans qu'ils peuvent se payer sans ciller un gouvernement aussi prodigue? Rien n'est moins sûr : selon Statistique Canada, le revenu moyen des familles n'a augmenté que de 22 % dans les 12 dernières années. Une image vaut mille mots (fig. 1).

Si au moins cet argent servait à payer des infirmières, des enseignants et des médecins ou à offrir des services de transport en commun ou de garderie. Mais non, c'est le gouvernement du Québec qui a la responsabilité de la santé, de l'éducation et des services sociaux.

Figure 1

Coûts de la bureaucratie et revenus des familles, 1998-2010



On nous dit d'ailleurs depuis des années que les dépenses de santé sont hors de contrôle, que le gouvernement du Québec gaspille notre argent. Je veux bien, mais alors que dire de la perte de contrôle bureaucratique d'Ottawa, si ce n'est qu'elle est monstrueuse? Selon les données de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS), en dix ans, les dépenses publiques de santé ont augmenté de 83 % au Québec. C'est beaucoup. Mais comment justifier qu'à côté de cela, les dépenses des ministères fédéraux aient augmenté de 107 %?

Comme toutes les sociétés occidentales, le Québec doit faire face aux défis du vieillissement de sa population, de la hausse de ses dépenses de santé et d'une dette élevée. Le gouvernement du Québec peut bien promettre de couper ses dépenses au maximum, les frais de santé engloutiront bien vite ces économies de bouts de chandelle. Mais surtout, on l'a vu, le fait est que les dépenses de Québec augmentent bien moins vite que celles d'Ottawa.

Si le Québec doit partir à la chasse au gaspillage, le moyen le plus sûr d'y arriver consiste à éliminer des ministères et des organismes publics. Rien de moins. Or, notre nation se paye le luxe inouï d'avoir une double bureaucratie. Deux conseils du trésor, deux ministères du revenu, de l'environnement, des finances, des ressources naturelles, de la santé, des transports... la liste est sans fin.

Nous perdons des milliards en multipliant les chevauchements bureaucratiques. Si au moins cela nous procurait deux fois plus de

services ou de bien-être. Mais non, c'est le contraire. Ces doublons produisent des incohérences, voire des affrontements qui sont stériles pour le citoyen et qui induisent un gaspillage encore plus grand de ressources, de temps et d'énergie. Pire encore, nous finançons un gouvernement qui applique dans tous les domaines des politiques souvent contraires aux intérêts stratégiques du Québec.

Aucun exemple de ce que j'avance n'est plus clair que celui de nos deux ministères du Revenu. Quel intérêt les Québécois ont-ils à remplir deux déclarations, à financer deux bureaucraties, à se battre avec deux systèmes fiscaux complexes et souvent contradictoires? Aucun. En réalité, si le Québec se débarrassait de l'Agence du revenu du Canada, ses citoyens pourraient déjà économiser plus de 666 millions de dollars en dépenses bureaucratiques, chaque année. De quoi construire chaque année un amphithéâtre et demi à Québec, ou un CHUM ou un pont Champlain en cinq ans.

En abolissant un ministère du Revenu, chacun de nous pourra économiser temps et argent au moment de remplir ses déclarations d'impôt, et nos PME seront déchargées d'un lourd fardeau administratif. Notre fiscalité sera plus claire, plus cohérente, plus efficace.

La bureaucratie fédérale est source d'une énorme perte d'argent pour le Québec. Le premier objectif de ce livre est d'en faire la démonstration. Pour y arriver, je me suis plongé dans les Comptes publics du Canada 2010, un document difficilement discutable.

Si les chiffres sont incontestables, il n'y a pas de fatalité. Rien n'oblige le Québec à continuer de nourrir un tel monstre bureaucratique. Nous pouvons faire d'autres choix. Nous pouvons nous débarrasser de toute la bureaucratie fédérale – de ce gouvernement de trop – en choisissant la liberté politique. En choisissant de nous bâtir un pays.

Tout au long de cet ouvrage, je recense les économies que les Québécois pourraient faire en se débarrassant du gouvernement fédéral. Il y en a pour 7,5 milliards de dollars. Certes, le fédéral nous verse de l'argent, mais même en assumant la perte de ces transferts, un Québec souverain délesté de la bureaucratie fédérale sauverait annuellement 2 milliards de dollars.

---

Pourquoi continuer ainsi à payer pour un appareil bureaucratique fédéral qui dépense sans compter, qui se « paye la traite » avec nos impôts et nos taxes ?

Pourquoi ne pas se débarrasser de ce gouvernement de trop ?

La situation financière d'un Québec souverain serait-elle pire que celle qu'il connaît aujourd'hui ? Stéphane Gobeil est convaincu du contraire. Il s'applique à démontrer cette perception tenace qui oublie les innombrables programmes dont le Québec ne tire aucun bénéfice, et ignore le gonflement ahurissant de la bureaucratie fédérale depuis 15 ans. La réponse tombe comme une évidence : un budget fait par et pour les Québécois défendrait mieux leurs intérêts. Mais il y a mieux : en abolissant les très nombreux chevauchements et doublons qui existent entre Québec et Ottawa, la souveraineté permettrait d'épargner des sommes colossales. Pour le démontrer, l'auteur examine dans le détail les comptes de l'État canadien et fait le calcul raisonné des économies à attendre le jour où les Québécois auront choisi de se dire « oui ».

*Stéphane Gobeil fait avec ce livre une contribution essentielle [au débat sur les coûts et les économies à attendre de la souveraineté du Québec]. Toutes les interventions qui suivront – y compris contradictoires – devront être à la hauteur du travail de mise en lumière qu'il a accompli.*

Jean-François Lisée

**Stéphane Gobeil** a été directeur du service de recherche du Bloc Québécois et conseiller de Gilles Duceppe de 1998 à 2009. Il est aujourd'hui conseiller au Cabinet de Pauline Marois.

ISBN 978-2-89649-399-9



9 782896 493999